

BILAN DE LA VERIFICATION DES HYPOTHESES :

L'ALENA : responsable ou pas de la crise que traverse actuellement l'agriculture mexicaine ?

Nous avons pu constater les faits suivants :

L'accord fait partie du courant de libéralisation économique qui place le marché comme régulateur de l'économie, cela a provoqué l'ouverture des marchés et le renforcement de la vulnérabilité du secteur agricole mexicain face aux chocs économiques, sociaux et politiques éclatant dans les autres pays.

L'ALENA avait comme objectif d'encourager la concurrence afin d'obtenir des économies plus compétitives. Cependant, il a provoqué l'existence d'une concurrence inégale entre les trois partenaires qui a particulièrement affecté le Mexique. Le Mexique en effet possède un niveau de productivité peu élevé, des ressources limitées à cause de son économie faible ainsi que des ressources naturelles et structurelles inférieures à celles de ses concurrents. D'autre part, les règles établies par l'ALENA afin d'assurer le bon déroulement des échanges commerciaux n'ont pas été efficaces, ni respectées par les partenaires, ce qui a provoqué des conflits et rendu les conditions commerciales encore plus injustes.

L'augmentation des échanges entre le Mexique, les Etats-Unis et le Canada a eu lieu comme prévu ; toutefois, le déficit de la balance commerciale du Mexique s'est accru suite à l'augmentation de ses importations provenant principalement des Etats-Unis.

La modification de la structure productive du Mexique ne s'est pas produite comme prévu. C'est-à-dire que seulement les grands producteurs ont abandonné la production des céréales pour cultiver des fruits et des légumes, alors que les petits producteurs, qui représentent la plupart des paysans, ont augmenté leur production de céréales qui sont moins rentables.

Les conditions de vie des paysans se sont empirées, la pauvreté a augmenté, car aujourd'hui quatre paysans sur cinq vivent dans la misère extrême. En outre, l'abandon des activités agricoles ainsi que l'émigration aux Etats-Unis se sont accrues.

Pour conclure, nous pouvons affirmer que l'ALENA est responsable de la crise que traverse actuellement l'agriculture mexicaine.

Alianza para el campo, instrument de la politique agricole, a-t-il permis d'améliorer la situation de l'agriculture mexicaine ?

Nous avons pu effectuer les vérifications suivantes :

Alianza para el campo est le premier programme, intégré par différents sous-programmes, qui vise le développement rural intégral au-delà du simple financement. C'est pour cela qu'il donne beaucoup d'importance à l'aspect social et au développement *sustainable* de l'agriculture.

Le programme est fondé sur la collaboration entre les différents niveaux du gouvernement et les producteurs, sur le partage des responsabilités entre eux, ainsi que sur des règles d'opération. Grâce à cela, le programme est plus efficace dans ses actions et ses résultats.

Alianza a encouragé le développement des activités non agricoles qui sont de plus en plus rentables en diversifiant les sources de revenus des populations rurales. Cela a permis d'améliorer les conditions de vie des populations moins favorisées malgré la tendance néo-libérale de cette restructuration.

Hélas, le programme n'a pas encore été capable d'éliminer la dualité de l'agriculture mexicaine, et au niveau de la gestion des projets, il a encore des progrès à faire. Cependant, nous avons constaté que, de façon globale, *Alianza para el campo* a permis d'améliorer la situation de l'agriculture mexicaine.

Les réformes du droit agraire de 1934 et 1992 ont-elles eu un impact négatif sur le secteur agricole mexicain ?

Cette hypothèse n'a été que partiellement vérifiée :

La réforme de 1934 avec le code agraire a rendu possible la répartition des terres qui a stimulé le développement du secteur agricole. Grâce à ce développement, l'Etat a obtenu, en plus, les ressources nécessaires pour financer l'industrialisation du Mexique.

Par ailleurs, les dispositions établies par la réforme de 1934 ont permis d'améliorer les conditions de vie de la population rurale, de libérer les ouvriers agricoles et d'apaiser la lutte agraire. Tout cela parce que le gouvernement a finalement pris en compte les demandes des agriculteurs en contribuant de cette façon à la justice sociale. Nous pouvons donc dire que la réforme de 1934 a eu un impact positif sur le secteur agricole mexicain.

En revanche, la réforme de 1992 devait résoudre la crise du secteur agricole en rendant possible la privatisation des ejidos et des terres communales sans prendre en compte les demandes des paysans et la réalité du pays. Par conséquent, la privatisation des terres fut une mesure inadéquate qui au lieu d'attirer les capitaux vers le secteur agricole, a stimulé la vente des propriétés à de grandes entreprises, en laissant les agriculteurs sans patrimoine.

A partir de cette réforme, la pauvreté a augmenté, les conditions de vie se sont empirées et les conflits politiques dans le secteur agricole se sont multipliés. En somme, la réforme de 1992 a eu un impact négatif sur le secteur agricole mexicain.

CONCLUSION :

A la suite du bilan de la vérification des hypothèses, j'ai pu constater que, parmi les trois éléments étudiés tout au long de ce mémoire, celui qui a contribué le plus à la décadence de l'agriculture mexicaine fut l'ALENA. Je suis arrivée à cette conclusion parce que s'il est vrai que la politique agricole et le droit rural ont eu des effets partiellement négatifs sur le secteur agricole, leurs impacts ne sont pas comparables à l'ampleur ni à l'importance de ceux provoqués par l'ALENA. Par conséquent, l'ALENA n'a pas uniquement affecté négativement le commerce extérieur, mais également l'économie de tout le pays, la sécurité alimentaire, les conditions de vie de l'ensemble des populations rurales, les politiques et les types des programmes appliqués dans le secteur ainsi que les lois et l'avenir de l'agriculture mexicaine en général.

D'un autre côté, je me suis aperçue grâce à mes lectures qu'au-delà des impacts négatifs des accords, des politiques et des lois dans le secteur agricole, l'une des raisons principales de la crise du secteur agricole est le changement permanent des priorités selon les gouvernements. Cela a provoqué le manque de continuité dans les actions déjà établies ainsi que la stagnation encore plus profonde du secteur, étant donné que les problèmes n'ont jamais été résolus complètement.

En outre, le gouvernement mexicain pratique beaucoup la mise en place de politiques similaires à celles appliquées par les pays plus développés, malgré l'irréalisme de ces mesures, et donc sans prendre vraiment en compte la réalité du pays et sans mettre en place les actions adéquates qui augmenteraient les chances de réussite de ces mesures. Par conséquent, le pays entier et le secteur agricole en particulier passent de crise en crise sans jamais connaître de réelle amélioration.

Par ailleurs, un aspect qui me semble aussi très important est le manque de cohérence entre les discours politiques et la réalité. En effet, le gouvernement communique toujours ses intentions d'encourager le développement du secteur agricole, d'améliorer les conditions de vie des paysans et de réduire les écarts existant entre les différents producteurs. Cependant, le budget alloué à l'agriculture est réduit chaque année, beaucoup de programmes sont suspendus à cause du manque de ressources, lorsque les subventions sont versées, c'est principalement aux producteurs qui possèdent déjà d'importantes ressources. Cette situation me fait penser que le vrai objectif de la politique du pays est de donner plus à ceux qui ont déjà beaucoup au lieu de donner plus à ceux qui

ont moins. Ma théorie est fondée sur la vision exclusivement économique que le gouvernement a du secteur agricole, puisque, maintenant que l'agriculture est devenue moins rentable, il a décidé de l'abandonner sans se préoccuper sérieusement du fait que 20 millions de mexicains dépendent d'elle.

A mon avis, si le Mexique continue de négliger le secteur agricole, le développement rural intégral sera difficilement atteint et les perspectives pour les 10 prochaines années seront peu encourageantes. Ainsi, on peut craindre le renforcement des inégalités dans la distribution des revenus car elle augmente le niveau de pauvreté et dégrade les conditions de vie déjà précaires des populations rurales à cause de la concentration constante des moyens et des ressources de production entre les mains de grands producteurs. Par conséquent, les transnationales et les monopoles agricoles contrôleront le secteur et les petits producteurs auront de moins en moins la capacité de survivre et de répondre à leurs besoins alimentaires, étant donné que le processus de concentration leur fait perdre leurs terres.

Si les conditions de pauvreté et d'inégalité ne sont pas résolues cela aura des conséquences négatives à des niveaux plus importants :

D'abord, les paysans continueront à abandonner les activités agricoles en partant vers les villes pour trouver d'autres emplois et des moyens pour obtenir des aliments et pour assurer leur survie. L'abandon des campagnes de la part des paysans causera une très forte pression sur les villes qui ne sont pas et qui resteront incapables d'absorber l'offre de main d'œuvre.

Par la suite, à cause de l'absence d'emplois dans les villes, le taux d'émigration vers les Etats-Unis continuera à augmenter, pour finalement renforcer le fait que le Mexique exporte plus d'agriculteurs que de produits agricoles vers ce pays.

Enfin, l'abandon des activités agricoles, suivie de l'émigration de petits producteurs vers le pays du nord, renforcera la dépendance du Mexique en vers les importations étrangères, et principalement celles des Etats-Unis, en mettant en péril la sécurité alimentaire du pays.

D'autre part, nous remarquons la nécessité de renforcer le financement public et privé afin de soutenir le développement du secteur agricole mexicain. Si au contraire, le budget consacré à l'agriculture continue à être réduit, tous les problèmes antérieurement mentionnés seront de plus en plus graves et le développement du secteur deviendra impossible.

Pour rester dans l'aspect financier, il est indispensable de combattre la faible efficacité des administrations de l'Etat et la corruption y existant; car une grande partie de l'argent est retenue par les fonctionnaires, ce qui réduit encore plus le montant des subventions reçus par les producteurs.

En ce qui concerne l'environnement, il faut mentionner que la non-amélioration des pratiques agricoles actuelles compromet largement le futur du secteur agricole. Si l'agriculture continue à être pratiquée sans utiliser de façon responsable les ressources naturelles comme les sols et l'eau, dans très peu de temps, la superficie disponible et adéquate pour cette activité sera insuffisante et la production agricole sera limitée. Pour le cas de l'eau, l'agriculture pourra en utiliser moins, car les villes ont de plus en plus besoin de cette ressource et les sources sont de moins en moins nombreuses. Au niveau des sols, il faut remarquer que la culture croissante des fruits et des légumes provoque des taux de pollution très importants ; étant donné que ce type de cultures requière dix fois plus de pesticides que celle du maïs et des grains basiques¹. Par conséquent, il faudra trouver des moyens moins polluants pour produire des cultures rentables; afin de garantir la pérennité de l'activité agricole.

Par ailleurs, l'ouverture commerciale restera un déficit très important pour l'avenir du Mexique. D'une part, le secteur agricole devra devenir de plus en plus compétitif et d'autre part, il devra être capable de s'intégrer d'avantage dans les marchés d'autres pays, afin de réduire sa dépendance envers son voisin du nord. L'accord de libre échange entre le Mexique et l'Union Européenne représente une très bonne opportunité pour commencer à profiter des marchés européens, très peu considérés jusqu'à maintenant.

Par rapport à l'ALENA, la libération totale, en 2008, des produits considérés comme sensibles, dont le maïs, le haricot, le lait en poudre et le sucre, représente un risque important pour les producteurs de ces biens. La conception et la mise en place d'une stratégie de la part du gouvernement et des paysans sont indispensables afin de réduire les dommages éventuels.

Au niveau des différents programmes créés par le gouvernement pour soutenir l'agriculture mexicaine ; l'un des défis principaux dans les années à venir est l'amélioration de leur efficacité afin de moderniser le secteur qui est actuellement en retard par rapport à ses concurrents.

¹ (2005), *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO : 2005-2014*, OCDE et FAO

D'autre part, le Mexique compte améliorer l'avenir du secteur agricole. Pour y parvenir, l'augmentation de la compétitivité agricole en au vu du niveau de production à court et à moyen terme devra être l'objectif principal de toutes les politiques du gouvernement. De plus, on devra mettre en place des actions comme l'amélioration du niveau de technologie et de la qualité de la terre, la diminution des coûts de l'électricité et de l'eau ainsi qu'une plus grande disponibilité de ces ressources, l'accès des producteurs à une formation technique et commerciale effective, la réduction du coût des semences améliorées et des contraintes pour en avoir, l'existence des crédits utilisables grâce à leur faible coût, la création d'assurances pour l'agriculture ainsi que le perfectionnement des infrastructures comme les routes.

En ce qui concerne les limites de cette recherche, je dois signaler que la vérification des hypothèses a été réalisée sans approfondir les sujets que j'ai mentionné tout au long de ce mémoire et qu'il aurait été intéressant de les analyser plus profondément pour identifier leurs impacts sur l'agriculture mexicaine. Parmi ces aspects nous trouvons les crises économiques de 1982 et 1994, les dépréciations postérieures du peso, les niveaux d'inflation, l'instabilité des prix au niveau international, les mouvements politiques concernant l'agriculture, les conditions de production et de commercialisation des producteurs, l'état des infrastructures, des investissements et des crédits, ainsi que les problèmes provoqués par la division des terres. Néanmoins, cela m'a été impossible pour trois raisons : le temps, l'amplitude de chacun des sujets et la difficulté d'aller sur le terrain pour chercher les informations. Par conséquent, j'ai choisi les trois aspects qui me paraissaient les plus pertinents ; afin de délimiter ma recherche et d'offrir une explication plus précise. Malgré ces limites, je crois que ce mémoire permet de comprendre assez bien les difficultés du secteur agricole mexicain, même si certains sujets auraient pu être traités plus en profondeur.

De manière générale, ce mémoire a été l'occasion pour moi de connaître encore plus le secteur agricole, de découvrir les vraies causes de sa décadence ainsi que les éventuelles solutions aux différents problèmes. Toutefois, j'ai eu surtout la possibilité de comprendre la complexité et les difficultés existant pour mettre en place des actions vraiment efficaces.

A mon avis, en plus de tous les aspects déjà mentionnés, il serait très positif de percevoir le secteur agricole comme un élément clé pour résoudre la problématique mexicaine, et pas seulement comme une difficulté en lui-même. Si le gouvernement parvenait à avoir cette perspective, je crois que toutes les décisions seraient mieux analysées et plus efficaces, les ressources consacrées au

secteur agricole seraient plus importantes, les résultats seraient atteints ; et la création d'un cercle vertueux aurait lieu.

Pour conclure ce travail, je voudrais dire que je crois vraiment en l'existence d'un monde où le succès et le profit économique d'un pays puissent être obtenus sans dégrader les conditions de vie de la plupart de ses habitants. S'il est vrai que la croissance économique dans ce monde mondialisé a un coût; il est aussi vrai que les pays sont capables de le réduire au maximum. C'est pour cela que j'aimerais que chaque personne dans mon pays et spécialement le gouvernement croient en la possibilité de continuer à développer le pays tout en améliorant la situation des membres du secteur agricole, afin de leur offrir la possibilité de vivre dans la sécurité d'un présent et d'un futur prometteurs et non pas uniquement avec *l'espoir de la terre et de ce que Dieu donne...*comme jusqu'à maintenant.